

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38 040 Grenoble

Grenoble, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LE GRESIVAUDAN

390, rue Henri Fabre
38 920 Crolles

Références : 2024 - Is129-3SD
Code AIOT : 0006108061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LE GRESIVAUDAN implanté Chemin de Virgil Billon 38330 Saint-Ismier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LE GRESIVAUDAN
- Chemin de Virgil Billon 38 330 Saint-Ismier
- Code AIOT : 0006108061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Commune Le Grésivaudan exploite à Saint-Ismier une déchetterie autorisée par l'arrêté préfectoral n°2008-02865 du 3 avril 2008 pour la rubrique 2710. Elle collecte des déchets dangereux et non-dangereux apportés par des particuliers.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Rubriques | Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 1 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2 | Registre | Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 7.5 | Sans objet |
| 3 | Eaux pluviales | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32 | Sans objet |
| 5 | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 | Sans objet |
| 6 | Confinement des eaux | Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 4.8.4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie de Saint-Ismier est autorisée par l'arrêté préfectoral du 03 avril 2008. Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ayant évolué depuis, l'exploitant doit proposer un tableau de classement de ses activités correspondant aux rubriques actuelles.

L'exploitant ne réalise pas d'analyse de ses rejets aqueux. Ces analyses doivent être réalisées annuellement, et la première analyse doit intervenir dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

| | | | |
|--|---------------------------|----------|------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 1 | | | |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubriques | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| Le SIRTOM Biviers, St Ismier, Montbonnot-St-Martin (<u>siège social</u> : 1080 chemin de la Croix Verte – 38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN) est autorisé à exploiter une déchetterie intercommunale sur la commune de SAINT-ISMIER, sur le secteur du Vergibillon à proximité de la RD 11b : | | | |
| Rubriques de la nomenclature | Désignation des activités | Capacité | Classement |

| | | | |
|--------|---|--|--------------|
| 2710-1 | <p>Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « monstres » (meublier, éléments de véhicules), déchets de jardin, de démolition, déblais, gravats, terre ; - bois, métaux, papiers, cartons, plastiques, textiles, verre, amiante lié - déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires...) usés ou non ; - déchets d'équipements électriques et électroniques | 5 600 m ² hors espaces verts | Autorisation |
|--------|---|--|--------------|

Constats :

L'Inspection des Installations Classées constate que la déchetterie accepte des déchets dangereux et non dangereux de particuliers.

Les rubriques de la nomenclature des installations classées ont évolué depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Les activités de la déchetterie relèvent aujourd'hui des rubriques suivantes :

- rubrique 2710-1-a (déchets dangereux) : régime de l'autorisation, si la quantité maximale stockée est supérieure à 7 t ; ou rubrique 2710-1-b (déchets dangereux) : régime de la déclaration, si la quantité maximale stockée est supérieure à 1 t et inférieure à 7 t.
- rubrique 2710-2-a (déchets non dangereux) : régime de l'enregistrement (supérieur ou égal à 300 m³).

À ce jour les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 03/04/2008 s'appliquent mais également celles de l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2, applicables aux installations existantes autorisées avant le 1^{er} juillet 2018.

L'exploitant déclare qu'un projet d'agrandissement et de réorganisation de la déchetterie est à l'étude. Ce projet doit notamment permettre la création d'une zone dédiée au réemploi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier des quantités maximales susceptibles d'être présentes dans la déchetterie, en particulier pour les déchets dangereux. Les quantités doivent être exprimées en tonnes pour les déchets dangereux et en mètres cubes pour les déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

| |
|---------------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|---------------------------------------|

N° 2 : Registre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 7.5 |
| Thème(s) : Autre, Registre |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées. A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans). |
| Constats : L'Inspection des Installations Classées constate que l'exploitant tient un registre des déchets sortants indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets évacués. C'est satisfaisant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'Inspection des Installations Classées constate que les eaux de ruissellement sont collectées et dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant déclare que celui-ci est curé annuellement, des justificatifs (facture et certificat de nettoyage) de cette opération pour l'année |

| |
|---|
| 2024 a été transmis à l'Inspection. C'est satisfaisant. |
| Observation : L'exploitant doit veiller à conserver les bordereaux de suivi des boues évacuées suite au nettoyage du séparateur d'hydrocarbure afin de pouvoir les présenter à l'Inspection des Installations Classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. |
| Constats : L'Inspection des Installations Classées constate que l'exploitant ne fait réaliser aucune analyse de la qualité des rejets. Ce n'est pas satisfaisant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser une analyse de ses rejets aqueux par un organisme agréé. Ces analyses doivent être réalisées annuellement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; |

| |
|--|
| <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'Inspection des Installations Classées constate que l'exploitant dispose d'un plan des risques et des équipements d'alerte et de secours. La présence d'un poteau dont le débit a été justifié par l'exploitant à l'entrée de la déchetterie est également constatée. L'exploitant déclare que les cinq extincteurs du site sont vérifiés annuellement ; et les justificatifs des vérifications du 28 juin 2023 et du 16 août 2022 ont été transmis. C'est satisfaisant.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Confinement des eaux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 4.8.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir être recueillies.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.</p> <p>Le bassin pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie, y</p> |

compris les eaux utilisées pour l'extinction, doit présenter une capacité minimale de 150m3.

Constats :

L'Inspection des Installations Classées constate la présence d'un bassin de rétention de 250m3. La mise en rétention du site s'effectue par la fermeture d'une vanne en sortie du séparateur d'hydrocarbures, dont le bon fonctionnement a été testé durant l'inspection. La position de cette vanne est bien indiquée. C'est satisfaisant.

L'accès à la vanne n'est cependant pas aisé, puisqu'elle est située derrière une porte grillagée fermée à clef.

Observation :

La position de la clôture peut être modifiée afin de permettre un accès facile à la vanne permettant d'isoler le site vis-à-vis du milieu dans une situation d'urgence.

Type de suites proposées : Sans suite